



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°112 – Semaine du 16 février 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Classement 2024 des pays nordiques par niveau d'investissement en R&D privée

Top 10 européen

En 2024, la Suède (3^{ème}), le Danemark (5^{ème}) et la Finlande (8^{ème}) ont fait partie des dix principaux investisseurs de l'UE en recherche & développement, aussi bien en valeur qu'en nombre d'entreprises. La Norvège et l'Islande se situent respectivement en 16^e et 25^e position du classement mondial hors UE.

Source: *The 2025 EU Industrial R&D Investment Scoreboard*, Joint Research Center, Commission européenne

Pays nordiques

La Finlande et la Suède publient une note de positions communes en faveur du renforcement de la compétitivité européenne. Dans ce document publié le 5 février, les deux pays alertent sur la fragilisation de la compétitivité européenne. Ils soulignent un recul des échanges intercommunautaires lié à la multiplication des barrières et à la fragmentation du marché intérieur, et plaident pour un renforcement du marché unique européen et la mise en œuvre d'une véritable Union de l'épargne et d'investissement. Les deux Etats insistent également sur la nécessité d'une simplification réglementaire et soulignent que l'introduction d'une « préférence européenne » ne doit pas alourdir le cadre

normatif. Enfin, ils considèrent la transition écologique et énergétique comme un levier stratégique pour réduire les dépendances extérieures et renforcer la compétitivité de l'Union.

La Suède et le Danemark annoncent l'achat conjoint de systèmes de défense antiaérienne pour l'Ukraine. Les ministres suédois et danois de la défense ont annoncé l'achat conjoint de systèmes de défense aérienne TRIDON Mk2 pour un montant de 245 M€ (fabriqués en Suède par le britannique *BAE Systems*), ainsi que du radar *Giraffe 1X* de SAAB. La Suède indique être prête à commander des systèmes supplémentaires si d'autres pays se joignent à l'initiative.

Danemark

En dépit des mesures tarifaires américaines et des tensions commerciales, les exportations danoises continuent de progresser en 2025.

Selon les derniers chiffres de l'Institut danois de la statistique, les exportations de biens et services ont progressé de 3,4% en 2025. Les entreprises du pays ont exporté pour 2 149 Md DKK (288 Md €) de biens et services en 2025. Le volume d'importations atteint 1 805 Md DKK (242 Md €), soit un excédent commercial de 344 Md DKK (46 Md €). Les Etats-Unis sont la première destination des exportations danoises, avec l'équivalent de 375,3 Md DKK (50,2 Md €) d'exportations de biens et services en 2025.

L'inflation ralentit fortement en janvier et atteint 0,8% en glissement annuel.

Elle était de 1,9 % en décembre 2025. Depuis l'été dernier, la hausse des prix à la consommation s'établissait de manière relativement stable autour de 2 %. Les nouvelles données publiées par l'institut danois de la statistique montrent un net recul, qui s'explique principalement par la forte réduction de la taxe sur l'électricité entrée en vigueur au 1er janvier, et par la suppression des taxes sur le café, le chocolat et les confiseries.

Les licenciements au sein du groupe Novo Nordisk contribuent à l'augmentation du nombre de chômeurs en janvier.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 1 200 personnes en janvier 2026, ce qui représente la hausse mensuelle la plus importante depuis juin 2023. Le licenciement de 5 000 employés danois par Novo Nordisk décidé en octobre dernier, et entré en vigueur début 2026 au terme du préavis de trois mois, en est l'une des causes. Toutefois, et en dépit des incertitudes géopolitiques et économiques, la dynamique du marché du travail danois reste solide. Une enquête récente du syndicat 3F révèle que 34 % des représentants syndicaux anticipent des

embauches dans les trois prochains mois (contre 27 % à l'automne dernier), seuls 8 % prévoyant des réductions d'emplois.

Les grands groupes danois réalisent une part importante de leurs ventes aux Etats-Unis.

En 2025, 12 des 25 plus grandes sociétés danoises cotées ont tiré au moins 20 % de leurs revenus des États-Unis et de l'Amérique du Nord, selon *Danske Bank*. La part du marché américain est particulièrement forte pour les acteurs de la santé : les laboratoires *Novo Nordisk* et *Lundbeck* et le spécialiste des dispositifs médicaux et solutions de santé *Ambu* réalisent au moins 50 % de leurs ventes sur le marché américain. La proportion est comprise entre 30 et 40 % pour le vendeur de bijoux *Pandora* et le turbiniériste *Vestas*. *Novo Nordisk* a vu ses ventes nettes aux Etats-Unis plus que doubler depuis 2022 et atteindre 173,2 Md DKK (23,2 Md €) en 2025, sur un total de 309 Md DKK (41,4 Md €, soit 57 % du total). Les Etats-Unis représentent 43 % de la croissance totale du groupe par rapport à 2024.

Novo anticipe une diminution historique de son chiffre d'affaires en 2026.

Le groupe anticipe un repli en 2026, avec une baisse de chiffre d'affaires estimée entre 5 et 13 % en DKK, une première depuis 25 ans. *Novo* attribue cette situation à la concurrence accrue sur le marché américain et à des ajustements stratégiques de prix visant à élargir la distribution de ses produits. Simultanément, *Novo* a annoncé le départ de son directeur de filiale aux Etats-Unis, et de son vice-président exécutif en charge de la commercialisation. Depuis l'été 2025, sous l'impulsion de son nouveau directeur général, Mike Doustdar, le groupe connaît une réorganisation. Début janvier, il a lancé sa nouvelle pilule *Wegovy* sur le marché américain. *Novo* est le premier laboratoire pharmaceutique à proposer cette modalité de traitement et espère regagner des parts de marché par ce biais.

Maersk enregistre son plus faible bénéfice annuel depuis 2020.

Le géant du transport maritime et de la logistique a vu son bénéfice diminuer de plus de moitié en 2025 (à 2,4 Md€), tandis que son chiffre d'affaires reculait à 45,5 Md € (-2,4%). Le groupe supprimera 1 000 postes en perspective d'une année 2026 dont il anticipe qu'elle pourrait se solder par des pertes importantes.

Le Gouvernement conclut un accord avec une large majorité du parlement sur le financement de la future île énergétique de Bornholm.

Cet accord fait suite à celui conclu par les gouvernements danois et allemand lors du *North Sea Summit* à Hambourg fin janvier. Le projet porte sur la construction de 3 GW de capacité éolienne offshore autour de l'île danoise de Bornholm, dans la Mer baltique, et la réalisation d'une connexion électrique entre l'île, l'Allemagne et Copenhague (Seeland). L'île énergétique serait opérationnelle en 2036, selon le calendrier actuel. La construction des capacités éoliennes fera l'objet d'un financement partagé entre le Danemark (30%) et l'Allemagne (70 %). Accordée sous forme d'un *Contract for Difference* bidirectionnel, cette subvention est plafonnée à 18,6 Md€ au total, alors que le besoin estimé ne représente que la moitié de celle-ci, selon le ministère danois du climat, de l'énergie et de l'approvisionnement. A cela s'ajoute l'investissement dans les infrastructures, qui sera réparti à parts égales entre le Danemark et l'Allemagne (le câble entre Bornholm et Seeland représente un coût pour le Danemark de 15,9 Md DKK, soit 2,1 Md€). Plusieurs experts ainsi que la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) jugent le projet beaucoup trop cher (notamment en comparaison aux autres projets éoliens), tandis que les organisations professionnelles *Green Power Denmark* et *Dansk Industri* soulignent la nécessité du projet dans une perspective de sécurité d'approvisionnement énergétique européenne. L'UE soutiendra d'ailleurs sa réalisation à hauteur de 645 M€. Le 3 février, le gouvernement a trouvé un accord en vue d'assurer le financement de ce projet avec une large coalition de partis.

Ørsted obtient l'autorisation de reprendre la construction de son parc éolien offshore aux Etats-Unis et annonce la cession de l'ensemble de ses activités éoliennes terrestres en Europe à Copenhagen Infrastructure Partners (CIP).

Sunrise Wind est l'un des cinq projets éoliens offshore suspendus par l'administration américaine en décembre 2025. Comme pour l'autre projet concerné d'Ørsted (*Revolution Wind*), un tribunal fédéral aux États-Unis a cependant autorisé une reprise immédiate des travaux. Selon l'énergéticien, *Sunrise Wind* est achevé à 45%, et le coût de l'arrêt de la construction du parc s'élèverait à 0,9 M€ par jour. L'autorisation pour la reprise des travaux est pour le moment temporaire et ne signifie pas que l'ordre d'arrêt ait été définitivement annulé, la procédure se poursuivant. En parallèle, Ørsted a conclu un accord avec CIP pour la vente de l'intégralité de ses activités terrestres en Europe (éoliennes, centrales solaires et stockage d'énergie par batteries). La transaction s'élève à 1,4 Md€ et demeure soumise à l'approbation des autorités de la concurrence.

ATP ne remplit pas son objectif d'investissements « verts » et change de stratégie.

Alors que le fonds de pension public s'était fixé pour objectif d'atteindre 100 Md DKK (13 Md€) d'investissements verts en 2025, ces derniers n'ont atteint que 80 Md DKK (près de 11 Md€). ATP abandonne donc cet objectif chiffré d'investissements « verts » : l'ambition n'est plus de "verdir" le portefeuille d'investissements, mais de faire évoluer les pratiques des entreprises, tout en maintenant la priorité sur le rendement. La nouvelle stratégie repose sur trois thèmes principaux : la transition écologique, les conditions de travail et les pratiques de gouvernance (avec un accent mis sur la diversité). Le fonds, qui gère près de 700 Md DKK (94 Md€) pour les épargnants danois, est l'un des plus grands investisseurs du Danemark.

Finlande

Les exportations progressent de +3% en 2025. Selon les données préliminaires des douanes finlandaises, les exportations en valeur ont progressé de 3% en 2025 tandis que les importations ont augmenté de 0,4%. Le déficit s'est réduit à 885 M€ contre 2,7 Md€ un an plus tôt. La hausse des exportations a été principalement tirée par la progression hors UE (+7,3%), tandis que les exportations vers l'UE sont restées stables.

L'ensemble de la flotte finlandaise de brise-glaces est déployé. En raison de températures très basses prolongées depuis le début d'année, le golfe de Botnie est entièrement gelé et les dix brise-glaces dont dispose la Finlande sont en activité. C'est la première fois depuis l'hiver 2018-2019 que l'ensemble de la flotte est mobilisé. Environ 90 à 95 % du commerce extérieur se fait par voie maritime, et l'accès aux ports finlandais en continu tout au long de l'année est vital pour la sécurité d'approvisionnement et l'économie du pays.

L'État renforce sa participation dans le TSO Fingrid. L'État finlandais a racheté pour 401,3 M€ les actions détenues par le fonds de pension *Ilmarinen* dans *Fingrid* afin d'éviter la cession à une entreprise étrangère. La participation de l'État au capital passe de 53,1 % à 59,5 % et celle en droits de vote de 70,9 % à 81,5 %. Selon la ministre des Finances Riikka Purra, cette acquisition renforce la capacité de l'État à piloter cette entreprise stratégique dans une situation géopolitique changeante et souligne l'importance pour la Finlande d'être préparée. Le Parlement doit allouer les fonds nécessaires à l'achat dans le premier projet de budget rectificatif de 2026.

La France se dote de systèmes de visée avancés fabriqués en Finlande. Début février, la Direction générale de l'armement française a commandé des systèmes de visée intelligents à l'entreprise *Senop* (filiale du groupe de défense *Patria*). Les détails du

contrat ne sont pas divulgués. Cette commande représente l'aboutissement d'un long processus de développement au cours duquel *Senop* a collaboré étroitement avec la DGA et le suédois *Saab*.

L'Etat cherche à restreindre les marques de distributeurs dans le commerce de détail. La réforme de la loi sur le marché alimentaire, actuellement en préparation, vise à restreindre la promotion et la vente de produits de marques de distributeurs. L'objectif est de limiter le pouvoir de négociation de la grande distribution vis-à-vis de l'industrie agro-alimentaire et des producteurs agricoles. Les produits vendus sous la marque distributeur sont moins chers, la position dominante des groupes permettant de conclure des accords avantageux. Le marché agroalimentaire finlandais est dominé par trois acteurs : *S-Groupe* (48,8%), *K-Group* (33,7%) et *Lidl* (9,4%) en 2024.

Des plans sociaux chez Posti, Fiskars et Kone. Le groupe *Posti* annonce le licenciement de 121 employés et la fermeture de cinq points de vente, dont trois à Helsinki. *Kone* (ascenseurs et escaliers mécaniques) a annoncé la suppression de 70 emplois en Finlande. Le groupe *Fiskars* (objets métallurgiques) prévoit 300 suppressions d'emplois dans le monde, dont environ 10 % en Finlande.

Les fonds de pension finlandais cèdent leurs actifs immobiliers. Le fonds de pension *Varma* cède l'intégralité de ses actifs immobiliers résidentiels (60 résidences, 4 761 appartements) à *Kojamo*, le plus grand investisseur immobilier de Finlande, pour 900 M€. Ce montant sera réglé en numéraire et en nouvelles actions émises par *Kojamo*, permettant à *Varma* de devenir un actionnaire majeur de *Kojamo*. *Ilmarinen* a vendu 999 de ses 4 499 appartements au fonds norvégien *Storebrand* pour environ 200 M€. Ces cessions d'actifs s'expliquent par la réforme des retraites en préparation par le gouvernement Orpo. Elle autorise les fonds

de pension à prendre plus de risque et investir davantage en actions. En 2025 les actifs immobiliers détenus par des fonds de pension finlandais s'élevaient à environ 21 Md€.

Wärtsilä augmente ses capacités de production de 35% pour répondre à la demande mondiale dans les secteurs de l'énergie et maritime.

L'entreprise investit environ 140 M€ pour accroître les capacités de son centre technologique, le *Sustainable Technology Hub* (STH), à Vaasa, et dans la chaîne d'approvisionnement mondiale associée. Elles permettront de fournir plus de moteurs et de mieux soutenir les besoins de ses clients ainsi que la croissance de l'activité à long terme. Les nouvelles capacités devraient être mises en service au premier trimestre 2028.

Islande

Hausse de l'inflation et maintien des taux de la Banque centrale.

Selon l'Institut islandais des statistiques, l'inflation était de 5,2 % en janvier 2026, en hausse pour le deuxième mois consécutif. Elle serait imputable à l'impact sur l'économie islandaise de différents facteurs tels que les tensions sur le marché de l'immobilier et l'augmentation du prix des denrées alimentaires, ainsi que plusieurs mesures fiscales introduites par le gouvernement au 1er janvier 2026 : entrée en vigueur d'une taxe kilométrique applicable à l'ensemble de la flotte automobile islandaise et modifications du régime de droits d'accises perçus sur l'importation de véhicules. Dans ces conditions, le Comité de la politique monétaire de la Banque centrale d'Islande a fait le choix de suspendre son cycle de baisse des taux et de maintenir son taux directeur à 7,25%.

Fitch relève la note de l'Islande de

A à A+. L'agence de notation *Fitch Ratings* a relevé la note d'émetteur à long terme (IDR) en devises étrangères de l'Islande de A à A+. Cette décision s'appuie principalement sur les efforts mis en œuvre et à venir d'assainissement des finances publiques islandaises. Fitch souligne une réduction du déficit public, dont le niveau était de 8,8 % du PIB en 2020 et qui représente désormais 1,3 % du PIB en 2025. Cette dynamique s'observe également pour la dette publique, laquelle s'élevait à 50,4 % du PIB en 2025, contre 60,4 % en 2024 et 76,1 % en 2020. La dynamique devrait se poursuivre à l'avenir en vue d'un équilibre budgétaire en 2027.

Baisse du nombre de nuitées hôtelières en décembre 2025.

Au mois de décembre 2025, la fréquentation des hôtels islandais avoisine les 300 000 nuitées, ce qui représente une baisse de 11,4 % du nombre des nuitées comptabilisées sur la période. Cette baisse est particulièrement sensible dans la région de la capitale, qui enregistre 39 000 nuitées de moins qu'en décembre 2024. Dans

l'ensemble des autres régions du pays, ce chiffre recule également de 3 000 nuitées. L'observation de cette dynamique coïncide avec une augmentation importante de la capacité hôtelière de Reykjavík, où 400 nouvelles chambres sont prévues pour l'année 2026 et 600 autres ultérieurement.

Embla Medical annonce 84 M € de bénéfices pour 2026.

La société mère du fournisseur de prothèses *Össur*, *Embla Medical*, réalise un bénéfice de 12,2 Mds ISK (84 M €) en 2025, un chiffre en augmentation de 22% d'une année sur l'autre. La croissance était particulièrement bonne sur le quatrième trimestre 2025, tirée par de bons résultats pour les ventes de prothèses, une hausse des performances sur le marché EMEA et des résultats de R&D prometteurs.

Licenciements chez DeCODE Genetics et Alvotech.

Deux des fleurons de l'industrie biomédicale islandaise ont annoncé des licenciements au mois de janvier 2026. L'entreprise *Íslenskri erfðagreiningu* (*DeCODE Genetics*) a procédé à la suppression de 45 postes, en répercussion de changements initiés par sa maison mère *Amgen*. L'entreprise *Alvotech* a également annoncé réduire ses effectifs de 30 personnes, dont 15 en Islande, en raison de changements organisationnels.

Révision à la hausse des quotas de pêche au capelan.

L'Institut maritime islandais a annoncé le 28 janvier 2026 réviser à la hausse le quota de pêche au capelans proposé aux pêcheurs islandais. Alors que les premières estimations de l'état du stock de capelans avaient abouti à un quota 2025-2026 de 50 000 t, ce seront finalement jusqu'à 197 000 tonnes qui pourront être pêchées cette saison. La saison pourrait rapporter entre 35 et 40 Mds ISK (entre 240 et 275 M €) pour le capelan, principalement destiné à l'exportation vers les marchés asiatiques et d'Europe de l'est. L'état du stock de capelans n'avait pratiquement pas permis de pêcher cette espèce lors des deux dernières saisons.

Norvège

La croissance 2025 atteint 1,1%, soutenue par le PIB « continental ».

Le Bureau central de la statistique norvégien a publié le 9 février les chiffres de la croissance 2025. Le produit intérieur brut (PIB) dit « continental », excluant les activités liées aux hydrocarbures, croît de 1,8%, soit 1,2 point de pourcentage de plus qu'en 2024 (+0,6%). La consommation des ménages porte la croissance (+2,7% en 2025 contre +1,3% l'année précédente), tout comme l'investissement, qui repart à la hausse (+1,3% contre -1,4%). Les dépenses publiques ralentissent légèrement, perdant 0,2 point en 2025 pour se fixer à +1,5%. En revanche, les secteurs *offshore* (pétrolier, gazier et transport maritime) se contractent à -0,9%, soit une chute de 5,8 points sur un an. Ceci impacte négativement la croissance du PIB global, qui atteint +1,1% en 2025 (vs. +1,4% en 2024).

L'inflation poursuit sa hausse en janvier 2026.

L'indice des prix à la consommation a augmenté de +3,6% en janvier 2026 sur un rythme annuel, soit une nouvelle accélération après le mois de décembre (+3,2% sur un an) et de novembre (+3,0%). Entre janvier 2025 et janvier 2026, les secteurs les plus inflationnistes sont l'assurance et les services financiers (+8,5%), la restauration et l'hôtellerie (+5,8%), les transports (+4,4%), devant les loisirs (+4,3%) et les dépenses relatives au logement (+4,3%). La seule composante diminuant sur un an rassemble les soins et la protection sociale (-1,8%).

Equinor présente des résultats en baisse sur le quatrième trimestre 2025.

La première capitalisation de la bourse d'Oslo a publié ses résultats financiers le 4 février 2026 : le bénéfice net de l'entreprise chute de 34% au dernier trimestre 2025, principalement en raison de dépréciations d'actifs consécutives à la baisse du prix du baril. Le cours de l'entreprise perd près de 3,5% en bourse en pré-ouverture, avant de repartir à la hausse du fait des perspectives d'activité d'Equinor, dont l'exploitation de nouveaux gisements et

une production qui devrait croître de 3% en 2026, selon son Président-Directeur général Anders Opedal.

Le Fonds souverain affiche un rendement de 15,1% en 2025.

Selon les résultats préliminaires présentés fin janvier par ses dirigeants, la valorisation du *Government Pension Fund Global* a crû à hauteur de 15,1% en 2025 pour atteindre 1 817 Mds€. La croissance de l'allocation est portée par les actions (+19% en 2025), qui composent la majeure partie du fonds (71,3% au 31 décembre 2025), et par les infrastructures d'énergies renouvelables (+18%), occupant une part plus marginale (0,4%). Les obligations souveraines (+5%) et l'immobilier non coté (+4%) pèsent sur le rendement du Fonds. Les performances ont été particulièrement bonnes dans le secteur des technologies, de la finance et des matières premières, a précisé son directeur général Nicolai Tangen.

Le raccordement de l'usine GNL de Hammerfest au réseau électrique aura bien lieu.

Le 5 février s'est tenu le vote parlementaire sur une proposition déposée par le Parti rouge, visant à bloquer la connexion au réseau électrique de l'usine de gaz naturel liquéfié (GNL) de Hammerfest, située sur l'île de Melkøya et gérée par *Equinor*. La proposition de blocage était soutenue par plusieurs partis, dont le Parti du progrès et le Parti du centre, mais n'a pas abouti, en raison du retrait du Parti socialiste. 54 députés ont voté contre la proposition de loi, tandis que 48 parlementaires y étaient favorables. Le projet d'électrification de la centrale de Melkøya, responsable de 5% des exportations de gaz de la Norvège, est emblématique de la politique de verdissement du secteur gazier. Les détracteurs du projet critiquaient une approbation gouvernementale émise en 2023, en soulignant plusieurs risques liés à la connexion (privation d'électricité pour les entreprises environnantes, pression inflationniste sur les prix de l'électricité, préjudices causés aux éleveurs de rennes samis).

Modification des règles d'octroi de licences pour l'élevage de saumon.

La ministre de la pêche et des océans, Marianne Sivertsen Naess, a annoncé que l'octroi de zones plus étendues pour l'aquaculture en mer serait permis. Depuis 2022, le règlement sur l'attribution des licences pour le saumon encadre l'octroi d'autorisations pour l'aquaculture en mer. Le cadre réglementaire est désormais modifié pour adopter une approche fondée sur des zones, en lieu et place de l'attribution de sites individuels. Les contraintes sanitaires (maladies dans les zones de production, poux de mer, surpopulation...) ont conduit à envisager cet élargissement des zones.

Fixation des quotas de chasse à la baleine de Minke pour 2026.

Le quota annuel a été relevé à 1 641 unités par la ministre des pêches et des océans, soit une hausse de 235 unités par rapport à 2025. Elle repose sur le report des prélèvements non utilisés l'an dernier et confirme une population estimée à plus de 100 000 spécimens en Atlantique Nord. Bien que seulement 429 captures aient été réalisées par dix navires en 2025, le gouvernement maintient une gestion fondée sur les modèles de la Commission baleinière internationale (CBI) pour garantir l'équilibre des écosystèmes.

La France et la Norvège signent un partenariat sur la santé.

« Une relation plus étroite avec un pays clé comme la France contribue à renforcer notre sécurité commune », a déclaré le ministre de la santé Jan Christian Vestre, en déplacement à Paris pour la signature, avec la ministre de la santé Stéphanie Rist, d'une déclaration d'intention sur un nouveau partenariat dans le domaine de la santé. Cet accord s'inscrit dans le sillage du partenariat stratégique signé par le Président de la République et le Premier ministre Jonas Gahr Støre à Oslo le 23 juin 2025. Cette déclaration d'intention établit un cadre de collaboration plus étroit sur la préparation sanitaire, la santé mentale, la prévention des maladies non transmissibles (cancer, maladies cardiovasculaires et maladies rares), ainsi que la protection des enfants et des jeunes.

Fusion des réseaux mobiles de Telia et Lyse en Norvège.

Les groupes suédois *Telia* et norvégien *Lyse*, propriétaire de l'opérateur mobile *Ice*, ont annoncé la création d'une *joint-venture* afin de mutualiser les infrastructures d'accès radios mobiles dès le second trimestre de 2026. Cette alliance répond à un impératif de rationalisation des coûts opérationnels face à la position dominante du leader norvégien *Telenor* sur le marché.

Google projette d'ouvrir un nouveau centre de données en Norvège.

Le groupe américain a fait part de son intention de construire un *data center* à Våler, dans le comté de l'Østfold. Il a déposé une demande de consommation de 480 MW au ministère de l'énergie. Le directeur de la communication de *Google Norway*, Sondre Ronander, a souligné qu'aucun investissement n'avait encore été décidé, celui-ci étant conditionné à un accès au réseau électrique norvégien. Parallèlement, Google poursuit la construction de son *data center* dans le comté de Skien, d'un coût de 600 M€ et pour lequel le groupe s'est vu octroyer 240 MW par les autorités norvégiennes.

Suède

La licorne française Mistral AI choisit la Suède pour son premier investissement étranger dans un data center (1,2 Md EUR). Lors de la conférence *Tech Arena* qui s'est tenue à Stockholm le 11 février, le cofondateur de *Mistral AI* Arthur Mensch a annoncé, en présence du Premier ministre Ulf Kristersson, un investissement de 1,2 Md€ dans la construction d'un vaste centre de données d'IA d'une capacité de 23 MW à Borlänge, en partenariat avec l'entreprise suédoise *EcoDataCenter*. La mise en service du site est prévue en 2027. La start-up a justifié son choix de la Suède pour son premier investissement hors de France par l'abondance d'une électricité décarbonée, ainsi que par l'existence d'un important système d'innovation qui s'appuie sur une économie de la donnée dynamique. Cet investissement englobe le développement d'infrastructures spécialisées, de capacités de calcul avancées et de solutions d'IA localisées. Il vise à permettre le développement d'une solution d'IA intégralement européenne.

Le PIB en hausse de +1,8 % sur le dernier trimestre 2025 en glissement annuel. Selon les estimations de *Statistics Sweden*, le PIB suédois a progressé de +0,2 % au quatrième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent et de +1,8 % en glissement annuel. Il s'est par ailleurs contracté de -0,6 % en décembre 2025, par rapport à novembre.

La couronne suédoise s'apprécie face au dollar et retrouve son niveau moyen historique. La couronne suédoise s'est renforcée face au dollar ces derniers mois, le taux de change passant de 9,41 couronnes par dollar en décembre à 8,92 début février. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis plus de quatre ans. Cette appréciation face au dollar est également la plus forte parmi les devises du G10 en 2025 (gain de +18% sur le dollar). Jens Magnusson, économiste en chef chez SEB,

estime que la devise reste malgré tout dans ses moyennes historiques, et que son appréciation devrait se stabiliser en 2026.

Hausse de 57% des notifications au titre du contrôle des investissements directs étrangers en 2025. L'ISP (*Inspektionen för strategiska produkter*), agence suédoise chargée du filtrage des investissements directs étrangers (IDE), a contrôlé plus de 2 000 notifications d'investissements directs étrangers en 2025, en hausse de 57 % par rapport à 2024 (première année d'application du nouveau cadre légal suédois de contrôle des IDE). 20 notifications ont conduit à un examen approfondi. Ceci a conduit à 9 approbations sans condition, 1 avec conditions, 2 décisions de rejet et 8 investissements radiés.

Les investisseurs suédois réorientent progressivement leurs capitaux vers la Suède et l'Europe. Les souscriptions nettes aux fonds d'investissements des épargnants suédois ont progressé de 4,5 Md SEK (430 M€) en janvier, selon un rapport de l'Association suédoise des fonds d'investissements. Le repli des investisseurs suédois vis-à-vis des marchés américains se poursuit en ce début d'année : les fonds mondiaux et ceux exposés aux Etats-Unis enregistrent des sorties nettes de capitaux, respectivement -10 Md SEK (-950 M€) et -8 Md SEK (-760 M€). Les fonds suédois et européens ont attiré des flux nets positifs, respectivement de 8 Md SEK (760 M€) et 4,5 Md SEK (420 M€).

Réorganisation interne des véhicules d'investissement non cotés de la sphère Wallenberg. La sphère familiale industrielle et financière Wallenberg fusionne ses deux principales entités non cotées – FAM et Wallenberg Investments – en une seule entité consolidée. Cette décision vise à unifier la gouvernance avant le passage à la sixième génération et à créer un meilleur équilibre dans le portefeuille d'investissement.

La ministre des Finances loue la solidité de l'économie suédoise.

Dans un point de situation économique, le 2 février, la ministre suédoise des Finances, E. Svantesson, a souligné l'émergence d'un nouvel ordre international marqué par une forte incertitude et la concurrence accrue de la Chine et des Etats-Unis dans le domaine des investissements et des compétences. Elle estime qu'il est nécessaire de réduire les dépendances unilatérales et se félicite des nouveaux accords de libre-échange signés par l'UE avec l'Inde et le Mercosur. S'agissant de l'économie suédoise, elle évoque des finances publiques solides et un niveau d'investissement public élevé (6 % du PIB en 2026), en particulier dans les secteurs de la défense, des infrastructures et de la justice. La ministre se félicite également de l'intérêt croissant des investisseurs pour la Suède.

Le Premier ministre suédois rappelle les priorités nationales lors du Conseil européen informel des chefs d'Etat consacré à la compétitivité de l'UE le 12 février.

En amont de la rencontre des dirigeants européens sur le thème de la compétitivité qui s'est tenue en Belgique le 12 février, le Premier ministre Ulf Kristersson a rappelé devant le *Riksdag* les priorités de son gouvernement, en plaidant notamment pour une accélération des négociations sur les accords commerciaux en cours avec la Malaisie, les Émirats arabes unis, la Thaïlande et les Philippines. Il a également appelé à accroître les investissements publics afin de mobiliser des capitaux privés pour les entreprises européennes, ainsi qu'à une simplification réglementaire pour renforcer la compétitivité européenne.

Göran Hjelm nommé Vice-gouverneur de la Riksbank.

Actuel directeur du secrétariat permanent et du conseil de politique budgétaire à la *Riksbank*, il succèdera à Anna Breman (nommée gouverneure de la banque centrale de Nouvelle-Zélande fin 2025) pour un mandat de 6 ans à compter de mars 2026. Le directoire de la *Riksbank* est composé de cinq membres élus, dont le gouverneur Erik Thedén.

Le parti social-démocrate présente son programme en vue des élections de septembre 2026.

Présenté le 5 février, le programme du principal parti d'opposition fixe trois priorités : l'économie, l'Etat providence et la sécurité. Il propose notamment une hausse des allocations familiales et des aides aux étudiants, une baisse des prix des médicaments, une meilleure protection des propriétaires face aux hausses des prix de l'électricité, ainsi qu'une amélioration des pensions de retraites. Il plaide également pour une accélération des processus de délivrance des permis et pour des efforts de simplification réglementaire. Afin de lutter contre le chômage (9% de la population active), le parti souhaite encourager la création d'emplois et les investissements dans les filières de la transition écologique, de la protection sociale et de l'éducation.

LKAB et Stegra signent l'appel du Vice-président exécutif de la Commission européenne Stéphane Séjourné en faveur de la préférence européenne dans les achats publics.

En amont de la présentation du futur règlement sur l'accélération industrielle, Stéphane Séjourné et 1 141 chefs d'entreprises européens ont signé une tribune pour l'introduction d'une condition de production locale dans le cadre des marchés publics et des soutiens financiers européens. Parmi les signataires, on note les dirigeants du groupe public minier suédois *LKAB* et du projet d'acier vert *Stegra*. Les entreprises danoise *Novo Nordisk* et finlandaise *Otokumpu* sont également signataires.

Kaunis Iron a reçu un permis pour l'extension de sa mine de fer.

L'entreprise minière suédoise *Kaunis Iron* a obtenu l'autorisation définitive de poursuivre après 2027 et d'étendre ses activités d'extraction de minerai de fer à Pajala, en Laponie suédoise, après que la Cour suprême a refusé d'examiner l'appel contre le permis environnemental accordé par les juridictions antérieures. Cette décision met fin à sept années de recours juridiques.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,1	0,8	1,1
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3	2,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	-0,3	-0,2	-0,1
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	1,2	1,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,5	0,1
Islande	9	5,6	-0,7	3	-0,4	-0,2

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4	0,9	0,5
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7	2,2	2
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4	0,4	0,0
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8	3,5	3
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4	4	4,2

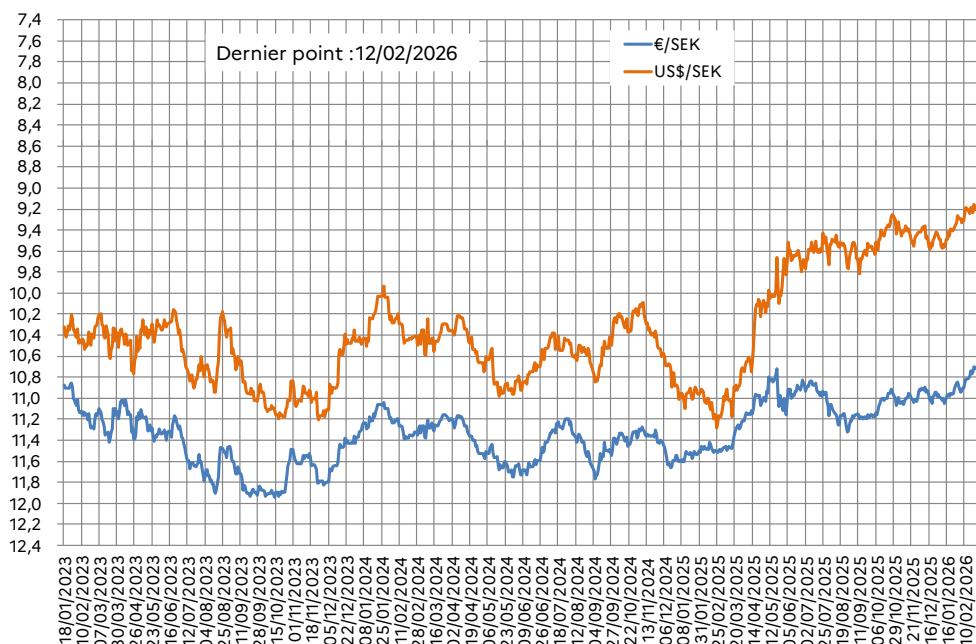
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

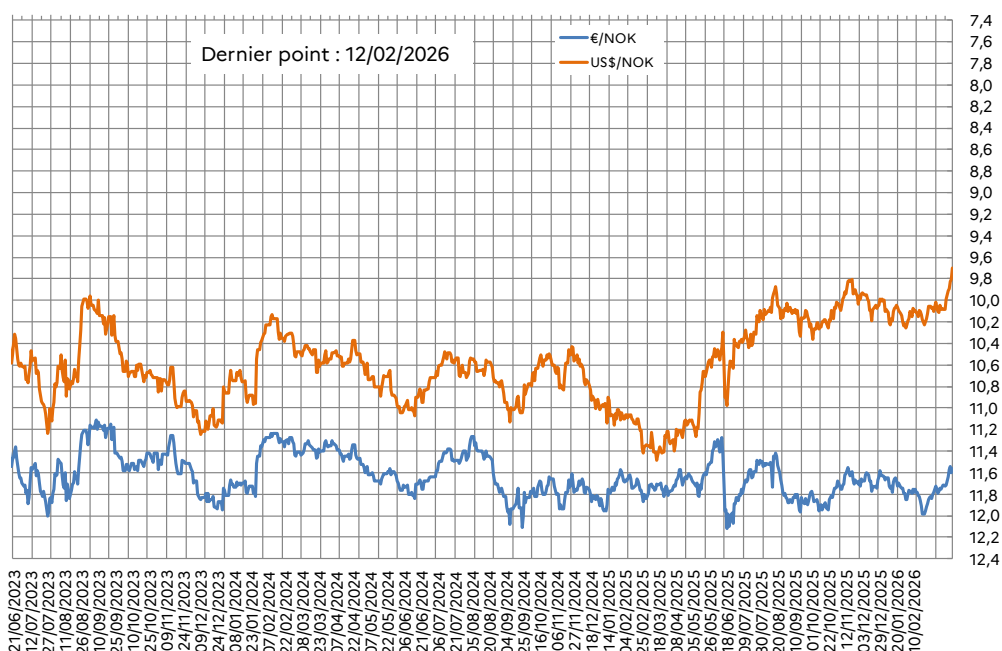
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, S. Brel), Stockholm (O. Cuny, J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr